

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 364

[2011/200519]

## 22 DECEMBRE 2010. — Décret relatif à l'infrastructure d'information géographique wallonne (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Objet, définitions et champ d'application***Article 1<sup>er</sup>.** *Objet.*

Le présent décret transpose la Directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (ci-après dénommée "INSPIRE").

**Art. 2.** *Définitions*

Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "accord de coopération" : l'accord de coopération du 2 avril 2010 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la coordination d'une infrastructure d'information géographique;

2° "autorité publique" : l'une des personnes ou institution suivantes, relevant des compétences de la Région Wallonne;

a) toute personne de droit public, toute autorité administrative, tout service administratif ou tout organe consultatif public,

b) tout particulier ou toute personne morale de droit privé qui gère un service public, notamment en rapport avec l'environnement;

3° "cellule INSPIRE" : l'interlocuteur, le point de contact national belge auprès de la Commission européenne visé à l'article 15 de l'accord de coopération;

4° "comité INSPIRE" : comité institué par l'article 22, § 1<sup>er</sup>, de la directive et qui assiste la Commission;

5° "Directive" : la Directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE);

6° "ensemble de séries de géodonnées" : une collection de séries de géodonnées partageant la même spécification de produit;

7° "géodonnée" : toute donnée faisant directement ou indirectement référence à un lieu ou une zone géographique spécifique;

8° "géomatique" : la conjonction des disciplines géographie et informatique traitant de la création, la gestion, la transformation, l'harmonisation, l'intégration, la présentation, l'analyse et la diffusion de géodonnées numériques;

9° "géoportail belge" : le site Internet ou équivalent qui donne accès, entre autres, à des services liés aux géodonnées, commun à l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et à la Région de Bruxelles-Capitale;

10° "géoportail wallon" : le site Internet wallon ou équivalent qui donne accès à l'InfraSIG;

11° "géoréférentiel" : les géodonnées et les objets géographiques uniques et authentiques, agréés par le Gouvernement, nécessaires au positionnement des géodonnées thématiques, celles du sous-sol comprises;

12° "InfraSIG" : l'infrastructure wallonne d'information géographique;

13° "infrastructure d'information géographique" : les métadonnées, les séries de géodonnées et les services de géodonnées; les services et les technologies en réseau, les spécifications techniques et standards, les accords sur le partage, l'accès et l'utilisation; et les mécanismes, les processus et les procédures de coordination et de suivi établis, exploités ou mis à disposition conformément au présent décret;

14° "interopérabilité" : la possibilité d'une combinaison de séries de géodonnées et d'une interaction des services, sans intervention manuelle répétitive de telle façon que le résultat soit cohérent et la valeur ajoutée des séries et des services de géodonnées renforcée;

15° "métadonnée" : l'information décrivant les séries et services de géodonnées et rendant possible leur recherche, leur inventaire et leur utilisation;

16° "Métawal" : le catalogue de métadonnées mis en place par le Gouvernement, décrivant les séries de géodonnées et les services de géodonnées, disponibles via InfraSIG;

17° "objet géographique" : une représentation abstraite d'un phénomène réel lié à un lieu ou à une zone géographique spécifique;

18° "portail INSPIRE" : le site Internet européen ou équivalent, exploité par la Commission européenne, qui donne accès aux services visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>;

19° "qualité" : la totalité des caractéristiques d'un produit qui lui confèrent l'aptitude à satisfaire des besoins exprimés ou implicites, conformément à la norme ISO 19101;

20° "série de géodonnées" : une compilation ou une collection identifiable de géodonnées;

21° "services de géodonnées" : les opérations qui peuvent être exécutées à l'aide d'une application informatique sur les géodonnées contenues dans des séries de géodonnées ou sur les métadonnées qui s'y rattachent;

22° "SIG" : le système d'information géographique, soit le système de logiciels pour le traitement de l'information géographique, utilisé pour la constitution, la gestion, la transformation, la présentation, l'intégration et la communication d'informations géographiques numériques;

23° "source authentique de données" : l'autorité publique dépositaire de données de référence instituées en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, à qui la Wallonie reconnaît le rôle de gestionnaire unique pour lesdites données dont elles ont besoin, et qui réglemente l'accès à ces données;

24° "tiers" : toute personne physique ou morale autre qu'une autorité publique.

**Art. 3.** Champ d'application.

§ 1<sup>er</sup>. Le présent décret s'applique aux séries et services de géodonnées en format électronique liés au territoire de la Région wallonne et remplissant les conditions suivantes :

- a) elles sont détenues par l'une des entités ci-après ou en son nom;
  - une autorité publique, après avoir été produites ou reçues par une autorité publique, ou bien gérées ou mises à jour par cette autorité et rentrant dans le champ de ses missions publiques;
  - un tiers à la disposition duquel le réseau a été mis conformément à l'article 12;
- b) elles concernent un ou plusieurs des thèmes figurant aux annexes I<sup>re</sup>, II et III au présent décret.

Le Gouvernement peut déterminer d'autres thèmes que ceux figurant aux annexes.

§ 2. Lorsque plusieurs copies identiques d'une même série de géodonnées sont détenues par plusieurs autorités publiques ou en leur nom, le présent décret s'applique uniquement à la version de référence dont sont tirées les différentes copies.

La version de référence est déterminée par la source authentique de données.

§ 3. Le présent décret n'impose pas la collecte de nouvelles géodonnées.

§ 4. Dans le cas de séries de géodonnées conformes à la condition fixée au § 1<sup>er</sup>, point a), mais à l'égard desquelles un tiers détient des droits de propriété intellectuelle, l'autorité publique ne peut agir en application du présent décret qu'avec le consentement de ce tiers.

§ 5. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le présent décret ne s'applique aux séries de géodonnées détenues par une commune, une province ou une intercommunale ou au nom de celles-ci, que si des dispositions légales, décrétales ou réglementaires en imposent la collecte ou la diffusion.

**Art. 4.** Autorités responsables des géodonnées.

§ 1<sup>er</sup>. Les géodonnées visées à l'article 2, 11°, sont des géodonnées wallonnes de référence. Seules les sources authentiques de géodonnées sont légalement habilitées à créer, modifier ou supprimer les géodonnées visées à l'article 2, 11°.

§ 2. Le Gouvernement fixera les modalités d'accès aux géodonnées en suivant les dispositions génériques prévues pour les sources authentiques par la Région wallonne.

CHAPITRE II. — *De l'infrastructure d'information géographique***Art. 5.** InfraSIG.

§ 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement met en place InfraSIG qui comprend les géodonnées, les séries de géodonnées et les services de géodonnées correspondant notamment aux thèmes figurant aux annexes du présent décret, ainsi que les métadonnées y afférentes.

Le Gouvernement peut préciser les règles de fonctionnement relatives à InfraSIG.

Chaque autorité publique participe à InfraSIG.

§ 2. Les géodonnées comprises dans InfraSIG sont définies par référence à un lieu par l'intermédiaire du géoréférentiel unique.

Le Gouvernement détermine le contenu, les caractéristiques ainsi que les modalités d'application et d'utilisation du géoréférentiel unique.

§ 3. InfraSIG comprend les mécanismes d'acquisition, de création, de mise à jour, de gestion, de contrôle de la qualité et de diffusion des géodonnées pour répondre aux demandes et aux besoins des utilisateurs.

§ 4. Il comprend également des accords sur le partage, l'accès, l'utilisation des géodonnées ainsi que des mécanismes, des processus et des procédures de coordination et de suivi.

§ 5. Le Gouvernement assure la sensibilisation et la formation des parties prenantes à InfraSIG.

CHAPITRE III. — *Des métadonnées***Art. 6.** Création et maintenance des métadonnées.

§ 1<sup>er</sup>. Chaque autorité publique tient à jour ses métadonnées pour toutes les séries de géodonnées et services de géodonnées correspondant aux thèmes figurant aux annexes I<sup>re</sup>, II et III et le cas échéant, aux thèmes déterminés par le Gouvernement en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>. Elle rend accessible ses métadonnées par le biais de Métawal.

§ 2. Chaque autorité publique veille à ce que ses métadonnées soient complètes et d'une qualité suffisante rendant possible la recherche, l'inventaire et l'utilisation des séries et services de géodonnées.

§ 3. Les métadonnées décrivant une série de géodonnées, un ensemble de séries de géodonnées ou un service de géodonnées comprennent les éléments de métadonnées ou les groupes d'éléments de métadonnées figurant à la partie B de l'annexe du Règlement (CE) n° 1205/2008 et sont créées et mises à jour conformément aux règles énoncées aux parties C et D de l'annexe de ce même règlement.

Le Gouvernement peut préciser les règles visées à l'alinéa premier.

§ 4. Le Gouvernement veille à ce que Métawal comprenne les métadonnées relatives aux séries de géodonnées correspondant aux thèmes figurant :

- dans les annexes I<sup>re</sup> et II du présent décret pour le 3 décembre 2010 au plus tard;
- dans l'annexe III du présent décret pour le 3 décembre 2013 au plus tard.

**Art. 7.** Objet des métadonnées.

Les métadonnées comprennent les informations sur les aspects suivants;

a) la conformité des séries de géodonnées avec les règles de mise en œuvre fixant les modalités techniques de l'interopérabilité et de l'harmonisation de ces séries adoptées par la Commission assistée du comité INSPIRE conformément à la procédure de réglementation avec contrôle;

b) les conditions applicables à l'accès et à l'utilisation des séries et des services de géodonnées et, le cas échéant, les frais correspondants;

c) la qualité et la validité des séries de géodonnées;

d) les autorités publiques responsables de l'établissement, de la gestion, de la maintenance et de la diffusion des séries et des services de géodonnées, et le titulaire des droits de propriété intellectuelle;

e) les restrictions à l'accès public et les raisons de ces restrictions, conformément à l'article 13.

CHAPITRE IV. — *De l'interopérabilité***Art. 8.** Délai de mise en œuvre de l'interopérabilité.

§ 1<sup>er</sup>. Chaque autorité publique veille, d'une part, à ce que les séries de géodonnées nouvellement collectées et restructurées en profondeur et les services de géodonnées correspondants soient disponibles conformément aux règles de mise en œuvre visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, a), dans un délai de deux ans à compter de leur adoption, et, d'autre part, à ce que les autres séries et services de géodonnées encore utilisés soient disponibles, conformément à ces règles de mise en œuvre, dans un délai de sept ans à compter de l'adoption de celles-ci.

§ 2. Les séries de géodonnées sont mises à disposition en conformité avec ces règles de mise en œuvre, soit par l'adaptation des séries existantes, soit par les services de transformation visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 4°.

**Art. 9.** Accès aux informations relatives à l'interopérabilité.

§ 1<sup>er</sup>. Chaque autorité publique veille à ce que les informations nécessaires pour se conformer aux règles de mise en œuvre visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, a), y compris les données, les codes et les classifications techniques, soient mises à disposition des autres autorités publiques ou des tiers conformément à des conditions qui ne restreignent pas leur utilisation à cette fin.

§ 2. Afin de garantir la cohérence des géodonnées concernant un élément géographique qui englobe la frontière avec un autre État membre ou le territoire d'une autre Région, le Gouvernement prend les dispositions nécessaires en concertation avec les autorités concernées pour décider, le cas échéant, de la représentation et de la position de ces éléments communs.

CHAPITRE V. — *Des services en réseau***Art. 10.** Réseau de services de géodonnées.

§ 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement met en place un réseau des services énumérés ci-après concernant les séries et services de géodonnées pour lesquels des métadonnées ont été créées conformément au présent décret :

1° services de recherche permettant d'identifier des séries et des services de géodonnées sur la base du contenu des métadonnées correspondantes et d'afficher le contenu des métadonnées;

2° services de consultation permettant au moins d'afficher des géodonnées, de naviguer, de changer d'échelle, d'opter pour une vue panoramique, ou de superposer plusieurs séries de géodonnées consultables et d'afficher les légendes ainsi que tout contenu pertinent de métadonnées;

3° services de téléchargement permettant de télécharger des copies de séries de géodonnées ou de parties de ces séries, et, lorsque cela est possible, d'y accéder directement;

4° services de transformation permettant de transformer des séries de géodonnées en vue de réaliser l'interopérabilité;

5° services permettant d'appeler des services de géodonnées.

§ 2. Les autorités publiques veillent à tenir compte des exigences des utilisateurs et à assurer un usage aisé des services, mis à la disposition du public par internet ou par tout autre moyen approprié de télécommunication.

§ 3. Les services en réseau doivent être conformes aux exigences relatives à la qualité du service établies à l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 976/2009.

**Art. 11.** Règles de mise en œuvre du réseau de services.

§ 1<sup>er</sup>. Chaque type de service en réseau doit être conforme aux exigences suivantes :

1° les services de recherche, aux exigences et caractéristiques spécifiques établies à l'annexe II du Règlement (CE) n° 976/2009;

2° les services de consultation, aux exigences et caractéristiques spécifiques établies à l'annexe III du Règlement (CE) n° 976/2009.

Aux fins du présent article, les définitions de l'article 2 du Règlement (CE) n° 976/2009 s'appliquent.

§ 2. Le Gouvernement peut inclure d'autres séries et services de géodonnées dans le réseau de services visé au l'article 10, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Aux fins des services visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 1°, la combinaison minimale ci-après de critères de recherche doit être mise en œuvre :

1° mots-clés;

2° classification des services et des séries de géodonnées;

3° la qualité et la validité des géodonnées;

4° degré de conformité par rapport aux règles de mise en œuvre visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, a);

5° situation géographique;

6° conditions applicables à l'accès aux séries et aux services de géodonnées et à leur utilisation;

7° autorités publiques chargées de l'établissement, de la gestion, de la maintenance et de la diffusion des séries et des services de géodonnées.

§ 4. Les services de transformation visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 4°, sont combinés aux autres services visés dans ce paragraphe de manière à permettre l'exploitation de tous ces services conformément aux règles de mise en œuvre visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, a).

§ 5. Le Gouvernement fournit les services de recherche et de consultation dans les délais prescrits et selon les exigences de l'article 4 du Règlement (CE) n° 976/2009.

CHAPITRE VI. — *De l'accès au réseau, aux services de géodonnées et aux séries de géodonnées***Art. 12.** Accès au réseau.

Le Gouvernement donne aux autorités publiques la possibilité technique de relier leurs séries et services de géodonnées au réseau de services visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, conformément aux règles de mise en œuvre visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, a).

Ce service est également mis à la disposition des tiers qui en font la demande et dont les séries et services de géodonnées respectent les règles de mise en œuvre concernant, en particulier, les obligations relatives aux métadonnées, aux services en réseau et à l'interopérabilité. Dans ce dernier cas, une convention est conclue entre ces tiers et le Gouvernement.

Le Gouvernement donne accès à la consultation des géodonnées et séries de géodonnées par le biais du géoportail wallon.

**Art. 13.** Restrictions à l'accès au réseau.

§ 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut restreindre l'accès public aux séries et aux services de géodonnées par le biais des services visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, lorsqu'un tel accès nuirait aux relations internationales, à la sécurité publique ou à la défense nationale.

Par dérogation à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut restreindre l'accès public aux séries et aux services de géodonnées par le biais des services visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, ou aux services de commerce électronique visés à l'article 14, § 3, lorsqu'un tel accès nuirait aux aspects suivants :

1<sup>o</sup> la confidentialité des travaux des autorités publiques, lorsque cette confidentialité est prévue par la loi ou le décret;

2<sup>o</sup> les relations internationales, la sécurité publique ou la défense nationale;

3<sup>o</sup> la bonne marche de la justice, la possibilité pour toute personne d'être jugée équitablement ou la capacité d'une autorité publique d'effectuer une enquête d'ordre pénal ou disciplinaire;

4<sup>o</sup> la confidentialité des informations commerciales ou industrielles, lorsque cette confidentialité est prévue par la législation belge ou de l'Union européenne afin de protéger un intérêt économique légitime, notamment l'intérêt public lié à la préservation de la confidentialité des statistiques et du secret fiscal;

5<sup>o</sup> les droits de propriété intellectuelle;

6<sup>o</sup> la confidentialité des données à caractère personnel et/ou des fichiers concernant une personne physique lorsque cette personne n'a pas consenti à la divulgation de ces informations au public, lorsque la confidentialité de ce type d'information est prévue par la législation belge ou de l'Union européenne;

7<sup>o</sup> les intérêts ou la protection de toute personne qui a fourni les informations demandées sur une base volontaire sans y être contrainte par la loi ou le décret ou sans que la loi ou le décret puisse l'y contraindre, à moins que cette personne n'ait consenti à la divulgation de ces données;

8<sup>o</sup> la protection de l'environnement auquel ces informations ont trait, comme par exemple la localisation d'espèces rares.

§ 2. Les motifs de restriction de l'accès, tels que prévus au § 1<sup>er</sup>, sont interprétés de manière stricte, en tenant compte, dans chaque cas, de l'intérêt que l'accès à ces informations présenterait pour le public. Dans chaque cas, il convient d'apprécier l'intérêt que présenterait pour le public la divulgation par rapport à celui que présenterait un accès limité ou soumis à conditions.

Le Gouvernement peut prévoir des modalités de recours, sans préjudice du recours auprès de la CADA organisé par le décret du 30 mars 1995 de la Région wallonne relatif à la publicité de l'administration et du recours auprès de la commission de recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement organisé par le Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Le Gouvernement ne peut, en vertu du § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, restreindre l'accès aux informations concernant les émissions dans l'environnement.

**Art 14.** Accès aux services.

§ 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement met gratuitement les services visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, à la disposition du public.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut autoriser, pour les services visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, la perception de droits, lorsque ces droits assurent le maintien de séries de géodonnées et de ses services correspondants particulièrement lorsqu'il s'agit d'un volume très important de géodonnées régulièrement mises à jour.

§ 3. Les géodonnées rendues disponibles par les services de consultation mentionnés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, peuvent l'être sous une forme empêchant leur réutilisation à des fins commerciales.

§ 4. Lorsque le Gouvernement impose une tarification pour les services visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> ou 5<sup>o</sup>, il adopte les mesures nécessaires afin que des services de commerce électronique soient disponibles. Ces services peuvent être couverts par des clauses de non-responsabilité, des licences Internet ou, si nécessaire, des licences ordinaires.

§ 5. Il est donné accès aux services visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, par l'intermédiaire du géoportail wallon ainsi que par l'intermédiaire du géoportail belge et par le portail INSPIRE.

**CHAPITRE VII. — Du partage des géodonnées entre autorités publiques****Art. 15.** Règles de partage des géodonnées.

§ 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe les règles générales de partage des séries et des services de géodonnées entre les autorités publiques visées à l'article 3, 2<sup>o</sup>. Ces mesures permettent auxdites autorités d'accéder aux séries et aux services de géodonnées, de les échanger et de les utiliser aux fins de l'exécution de missions publiques, en ce compris celles qui ont une incidence sur l'environnement,

§ 2. Les mesures prévues au § 1<sup>er</sup> excluent toute restriction susceptible de créer des obstacles pratiques au point d'utilisation et au partage de séries et de services de géodonnées.

§ 3. Le Gouvernement peut prévoir que soient octroyées des licences d'exploitation et/ou que soit exigé un paiement pour ces séries et services aux autorités publiques ou aux institutions et aux organes de l'Union européenne qui les utilisent.

Tout droit ou redevance doit être absolument conforme au but de faciliter le partage de séries et de services de géodonnées entre autorités publiques.

Lorsque des redevances sont prélevées, elles sont fixées au minimum requis pour assurer la qualité nécessaire et la fourniture des séries et des services de géodonnées, tout en permettant un retour sur investissement raisonnable, et en assurant, le cas échéant, les exigences d'autofinancement des autorités publiques qui fournissent des séries et des services de géodonnées.

Les séries et services de géodonnées fournis aux institutions et aux organes de l'Union européenne pour la réalisation des obligations de rapport résultant de la législation de l'Union européenne en matière d'environnement ne sont pas soumis à paiement.

§ 4. Les dispositions relatives au partage des séries et des services de géodonnées prévues aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 sont ouvertes aux autorités publiques visées à l'article 3, 2<sup>o</sup>, des autres États membres de l'Union européenne, ainsi qu'aux institutions et aux organes de l'Union européenne, aux fins de l'exécution de tâches publiques pouvant avoir une incidence sur l'environnement.

§ 5. Les dispositions relatives au partage des séries et des services de géodonnées prévues aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 sont ouvertes, selon le principe de la réciprocité et de l'égalité de traitement, aux organes établis par des accords internationaux auxquels la Communauté européenne et les Etats membres de l'Union européenne sont parties, aux fins de l'exécution de tâches pouvant avoir une incidence sur l'environnement.

§ 6. Lorsque les dispositions relatives au partage des séries et des services de géodonnées prévues aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 sont offertes conformément aux §§ 4 et 5, elles peuvent être assorties d'exigences conditionnant leur utilisation.

§ 7. Par dérogation au présent article, le partage peut être limité, s'il est susceptible de nuire à la bonne marche de la justice, à la sécurité publique, à la défense nationale ou aux relations internationales.

#### CHAPITRE VIII. — *Du plan stratégique géomatique et du Comité stratégique de la géomatique*

**Art. 16.** Etablissement du plan stratégique géomatique.

Le Gouvernement adopte un plan stratégique géomatique sur la base d'une proposition du Comité stratégique de la géomatique.

**Art. 17.** Objectifs du plan stratégique géomatique.

§ 1<sup>er</sup>. Le plan stratégique géomatique a pour but de déterminer les orientations du Gouvernement en matière de géomatique.

§ 2. Il doit au minimum comprendre des dispositions relatives :

- à la mise en œuvre et au développement d'InfraSIG;
- aux mesures coordonnées et aux aspects transversaux de la géomatique, notamment par rapport à une utilisation standardisée;
- à la qualité et à la fiabilité des géodonnées;
- à la promotion et à la sensibilisation de la géomatique.

§ 3. Le plan stratégique est trisannuel.

**Art. 18.** Le Comité stratégique de la géomatique.

§ 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement met en place un Comité stratégique de la géomatique.

Il approuve sa composition et en détermine son fonctionnement.

Le Gouvernement peut confier d'autres missions au Comité stratégique de la géomatique que celles énoncées à l'article 19. Ces missions complémentaires doivent poursuivre les objectifs visés par le présent décret.

§ 2. Le Comité stratégique de la géomatique comprend au maximum vingt membres effectifs. Il est composé de :

- a) huit représentants du Service public de Wallonie;
- b) deux représentants des organismes d'intérêt public;
- c) deux représentants des pouvoirs locaux;
- d) un représentant des centres de crise;
- e) deux représentants des gestionnaires de réseaux.

§ 3. Le Secrétariat général du Service public de Wallonie en assure la présidence.

§ 4. Le Comité stratégique de la géomatique adopte un règlement d'ordre intérieur. Ce règlement comprend au minimum les règles de décision du Comité stratégique de la géomatique.

§ 5. Pour ses missions, le Comité stratégique de la géomatique peut s'associer à :

- a) tout autre représentant, notamment du monde économique et social et d'experts en géomatique;
- b) toute autre autorité publique qui, par sa contribution, peut participer à la réalisation des objectifs du présent décret et de la directive; ainsi que
- c) tout autre tiers.

**Art. 19.** Missions du Comité stratégique de la géomatique.

Le Comité stratégique de la géomatique a notamment pour missions :

- a) de formuler des propositions, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, de gestion et de développement d'InfraSIG;
- b) de coordonner l'ensemble des acteurs, utilisateurs et producteurs de géodonnées à tous les niveaux;
- c) de veiller à ce qu'un maximum de géodonnées et de services créés pour des besoins multiples soient valorisés et réemployés par les utilisateurs et producteurs de géodonnées;
- d) de veiller à la mise en œuvre et au déploiement de la collaboration des autorités publiques et des tiers producteurs de géodonnées en vue d'intégrer leurs données en utilisant des méthodes standardisées;
- e) de favoriser la contribution de tous les tiers qui en font la demande pour lesquels l'infrastructure d'informations géographiques présente un intérêt;
- f) de proposer la mise en place des mécanismes de production de plans numériques de travaux exécutés permettant de contribuer à la mise à jour du géoréférentiel et de constituer la cartographie des réseaux enterrés;
- g) de proposer un projet de plan stratégique géomatique;
- h) de veiller à établir et à mettre annuellement à jour la liste des séries et des services de géodonnées correspondant aux annexes I<sup>re</sup>, II et III regroupés par thème et par annexe ainsi que des services en réseau visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup> regroupé par type de services;
- i) de remettre la liste visée au point h) à la cellule INSPIRE.



CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

**Art. 20.** Suivi de la mise en œuvre et de l'utilisation de l'infrastructure d'information géographique.

Le Gouvernement assure le suivi de la mise en œuvre et de l'utilisation de l'infrastructure d'information géographique et met les résultats de ce suivi à la disposition du public de manière ininterrompue, par l'Internet ou par tout autre moyen de télécommunication approprié

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 décembre 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE,

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2010-2011.*

*Documents du Parlement wallon*, 310 (2010-2011), n<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 21 décembre 2010.

Rapport oral.

Discussion.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 22 décembre 2010.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 364

[2011/200519]

## 22. DEZEMBER 2010 — Dekret über die wallonische Geodateninfrastruktur (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Gegenstand, Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich*

**Artikel 1** - Gegenstand.

Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2007/2/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. März 2007 zur Schaffung einer Geodateninfrastruktur in der Europäischen Gemeinschaft (nachstehend "INSPIRE" genannt) umgesetzt.

**Art. 2** - Begriffsbestimmungen.

Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Zusammenarbeitsabkommen": das am 2. April 2010 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen für die Koordinierung einer Geodateninfrastruktur;

2° "öffentliche Behörde": eine der nachfolgenden Personen oder Einrichtungen, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen;

a) jede Person öffentlichen Rechts, jede Verwaltungsbehörde, jede Verwaltungsdienststelle oder jedes öffentliche Beratungsorgan,

b) jede Privatperson oder jede juristische Person privaten Rechts, die einem öffentlichen Dienst vorsteht, insbesondere im Bereich des Umweltwesens;

3° "INSPIRE-Büro": Der in Artikel 15 des Zusammenarbeitsabkommens erwähnte Ansprechpartner, die nationale belgische Anlaufstelle bei der Europäischen Kommission;

4° "INSPIRE-Ausschuss": der durch Artikel 22, § 1 der Richtlinie eingerichtete Ausschuss, der die Kommission unterstützt;

5° "Richtlinie": die Richtlinie 2007/2/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. März 2007 zur Schaffung einer Geodateninfrastruktur in der Europäischen Gemeinschaft (INSPIRE);

6° "Gesamtheit von Geodatensätzen": eine Reihe von Geodatensätzen mit den gleichen produktbezogenen Spezifikationen;

7° "Geodaten": alle Daten mit direktem oder indirektem Bezug zu einem bestimmten Standort oder geographischen Gebiet;

8° "Geoinformatik": Die Verbindung der Fachbereiche Geographie und Informatik im Hinblick auf die Bildung, die Verwaltung, die Umwandlung, die Harmonisierung, die Integration, die Präsentation, die Analyse und die Verbreitung von digitalen Geodaten;

9° "Belgisches Geo-Portal": die gemeinsame eine Internetseite oder eine vergleichbare Organisationsstruktur des Föderalstaates, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt, die u.a. Zugang zu Diensten im Zusammenhang mit Geodaten bietet;

10° "Wallonisches Geo-Portal": die wallonische Internetseite oder eine vergleichbare Organisationsstruktur, die Zugang zu InfraSIG bietet;

11° "Georeferenzsystem": die Geodaten und die einheitlichen und authentischen geographischen Objekte, die von der Regierung zugelassen worden sind und für die Positionierung der thematischen Geodaten erforderlich sind, einschließlich des Untergrunds;

12° "InfraSIG": die wallonische Dateninfrastruktur;

13° "Geodateninfrastruktur": Metadaten, Geodatensätze und Geodatendienste, Netzdienste und -technologien, Vereinbarungen über gemeinsame Nutzung, Zugang und Verwendung sowie Koordinierungs- und Überwachungsmechanismen, -prozesse und -verfahren, die im Einklang mit dem vorliegenden Dekret geschaffen, angewandt oder zur Verfügung gestellt werden;

14° "Interoperabilität": im Falle von Geodatensätzen ihre mögliche Kombination und im Falle von Diensten ihre mögliche Interaktion ohne wiederholtes manuelles Eingreifen und in der Weise, dass das Ergebnis kohärent ist und der Zusatznutzen der Datensätze und Datendienste erhöht wird;

15° "Metadaten": Informationen, die Geodatensätze und Geodatendienste beschreiben und es ermöglichen, diese zu ermitteln, in Verzeichnisse aufzunehmen und zu nutzen;

16° "Metawal": der von der Regierung erstellte Metadatenkatalog, in dem die Geodatensätze und Geodatendienste beschrieben werden, die über InfraSIG verfügbar sind;

17° "Geo-Objekt": die abstrakte Darstellung eines Phänomens der Realwelt in Bezug auf einen bestimmten Standort oder ein geographisches Gebiet;

18° "Geo-Portal INSPIRE": eine Internetseite oder eine vergleichbare Organisationsstruktur, die Zugang zu den in Artikel 10, § 1 genannten Diensten bietet;

19° "Qualität": nach EN ISO 19101 die Gesamtheit der Merkmale eines Produkts, die sich auf dessen Eignung beziehen, festgelegte oder vorausgesetzte Erfordernisse zu erfüllen;

20° "Geodatensatz": eine identifizierbare Sammlung von Geodaten;

21° "Geodatendienste": mögliche dazugehörige Formen der Verarbeitung der in Geodatensätzen enthaltenen Geodaten oder der dazugehörigen Metadaten mit Hilfe einer Computeranwendung;

22° "GIS": das Geo-Informationssystem, d.h. das Softwaresystem für die Bearbeitung der geographischen Information, das für die Bildung, die Verwaltung, die Umwandlung, die Harmonisierung, die Integration, die Präsentation, die Analyse und die Verbreitung von digitalen Geodaten verwendet wird;

23° "Authentische Datenquelle": Die öffentliche Behörde, die auf der Grundlage einer gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmung identifizierte Referenzdaten verwahrt, die in der Wallonie als einzige Verwaltungsstelle für die genannten Daten anerkannt wird, und die den Zugang zu diesen Daten regelt;

24° Dritte": natürliche oder juristische Person außer öffentliche Behörden.

**Art. 3** - Anwendungsbereich.

§ 1 - Das vorliegende Dekret gilt für die Geodatensätze und Geodatendienste in elektronischer Form, die an das Gebiet der Wallonischen Region gebunden sind und die folgenden Bedingungen erfüllen:

a) sie sind bei einer der nachstehend angeführten Behörden vorhanden oder werden für diese bereitgehalten; - einer Behörde und wurden von einer Behörde erstellt oder sind bei einer solchen eingegangen; oder sie werden von dieser Behörde verwaltet oder aktualisiert, und fallen unter ihren öffentlichen Auftrag;

Dritten, denen gemäß Artikel 12 Netzzugang gewährt wird;

b) sie betreffen eines oder mehrere der in Anlage I, II oder III des vorliegenden Dekrets aufgeführten Themen.

Die Regierung ist befugt, andere Themen als jene, die in den Anlagen angeführt werden, zu bestimmen.

§ 2 - Sind mehrere identische Kopien des gleichen Geodatensatzes bei verschiedenen Behörden vorhanden oder werden sie für diese bereitgehalten, so gilt dieses Dekret nur für die Referenzversion, von der die verschiedenen Kopien abgeleitet sind.

Die Referenzversion wird durch die authentische Datenquelle bestimmt.

§ 3 - Das vorliegende Dekret schreibt nicht die Sammlung neuer Geodaten vor.

§ 4 - Im Fall von Geodatensätzen, die die Bedingung von § 1 Punkt a) erfüllen, an denen jedoch Dritte Rechte geistigen Eigentums innehaben, kann die öffentliche Behörde Maßnahmen gemäß dieses Dekrets nur mit Zustimmung dieser Dritten treffen.

§ 5 - Abweichend von Absatz 1 gilt dieses Dekret nur dann für Geodatensätze, die bei einer Gemeinde, einer Provinz oder einer Interkommunale vorhanden sind oder für diese bereitgehalten werden, wenn nach ihre Sammlung oder Verbreitung nach Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen vorgeschrieben ist.

**Art. 4** - Für die Geodaten zuständigen Behörden.

§ 1 - Bei den in Artikel 2 11° angeführten Geodaten handelt es sich um die Referenz-Geodaten in der Wallonie. Lediglich die authentischen Quellen der Geodaten sind gesetzlich befugt, die in Artikel 2 11° erwähnten Geodaten zu schaffen, abzuändern oder zu streichen.

§ 2 - Die Regierung legt die Modalitäten für den Zugang zu den Geodaten fest und richtet sich dabei nach den von der Wallonischen Region für die authentischen Quellen festgelegten allgemeinen Bedingungen.

## KAPITEL II — Geodateninfrastruktur

**Art. 5** - InfraSIG.

§ 1 - Die Regierung errichtet InfraSIG. Diese Infrastruktur umfasst die Geodaten, die Geodatensätze und die Geodatendienste, die insbesondere den Themen entsprechen, die in den Anlagen zu dem vorliegenden Dekret angeführt werden, sowie die entsprechenden Metadaten.

Die Regierung ist befugt, die Funktionsweise von InfraSIG zu bestimmen.

Jede öffentliche Behörde beteiligt sich an InfraSIG.

§ 2 - Die Geodaten, die Teil von InfraSIG sind, werden anhand des einheitlichen Georeferenzsystems in Bezug auf einen Ort definiert.

Die Regierung bestimmt den Inhalt, die Eigenschaften sowie die Modalitäten für die Anwendung und die Verwendung des einheitlichen Georeferenzsystems.

§ 3 - InfraSIG umfasst Mechanismen zur Erfassung, Schaffung, Aktualisierung, Verwaltung, Qualitätskontrolle und Verbreitung der Geodaten, um auf die Forderungen und die Bedürfnisse der Anwender einzugehen.

§ 4 - Sie umfasst zudem Vereinbarungen über gemeinsame Nutzung, Zugang und Verwendung sowie Koordinierungs- und Überwachungsmechanismen, -prozesse und -verfahren.

§ 5 - Die Regierung gewährleistet die Bewusstseinsbildung und die Fortbildung der an InfraSIG beteiligten Parteien.

### KAPITEL III — *Metadaten*

**Art. 6** - Erzeugung und Aktualisierung der Metadaten.

§ 1 - Jede öffentliche Behörde aktualisiert ihre Metadaten für alle Geodatenätze und Geodatendienste, die den in Anlage I, II und III angeführten Themen oder ggf. den von der Regierung in Anwendung von Artikel 3 § 1 bestimmten Themen entsprechen. Sie stellt ihre Metadaten über Metawal zur Verfügung.

§ 2 - Jede öffentliche Behörde stellt sicher, dass die Metadaten vollständig und von hinreichender Qualität sind, um so die Ermittlung, die Aufnahme in Verzeichnisse und die Nutzung der Geodatenätzen und Geodatendienste zu ermöglichen.

§ 3 - Die Metadaten, die Geodatenätze, eine Sammlung von Geodatenätzen oder Geodatendienste beschreiben, umfassen die Bestandteile der Metadaten oder die Sammlungen von Bestandteilen der Metadaten, die in Teil B des Anhangs der Verordnung (EG) Nr. 1205/2008 angeführt werden und die nach den in den Anhängen C und D der genannten Verordnung erwähnten Bestimmungen geschaffen und aktualisiert werden.

Die Regierung ist befugt, die in Absatz 1 erwähnten Bestimmungen zu präzisieren.

§ 4 - Die Regierung stellt sicher, dass Metawal Metadaten umfasst, die sich auf die Geodatenätze beziehen, die den Themen entsprechen, die angeführt werden:

- in den Anlagen I und II des vorliegenden Dekrets bis spätestens am 3. Dezember 2010;
- in der Anlage III des vorliegenden Dekrets bis spätestens am 3. Dezember 2013;

**Art. 7** - Gegenstand der Metadaten.

§ 1 - Metadaten umfassen Angaben zu folgenden Aspekten:

a) Entsprechung der Geodatenätze mit den Durchführungsbestimmungen, mit denen technische Modalitäten für die Interoperabilität und die Harmonisierung dieser Geodatenätze festgelegt werden. Diese Datensätze werden von der Kommission mit Unterstützung des INSPIRE-Ausschusses gemäß dem Regelungsverfahren mit Kontrolle zu erlassen;

b) Bedingungen für den Zugang zu Geodatenätzen und -diensten und deren Nutzung sowie gegebenenfalls entsprechende Gebühren;

c) Qualität und Gültigkeit der Geodatenätze;

d) für die Schaffung, Verwaltung, Erhaltung und Verbreitung von Geodatenätzen und -diensten zuständige öffentliche Behörden und der Inhaber von geistigem Eigentum;

e) Beschränkungen des Zugangs der Öffentlichkeit gemäß Artikel 13 sowie die Gründe für solche Beschränkungen.

### KAPITEL IV — *Interoperabilität*

**Art. 8** - Fristen für die Umsetzung der Interoperabilität.

§ 1 - Jede öffentliche Behörde stellt sicher, dass alle neu gesammelten und weitgehend umstrukturierten Geodatenätze und die entsprechenden Geodatendienste innerhalb von zwei Jahren nach Erlass der in Artikel 7 § 1 a) genannten Durchführungsbestimmungen gemäß diesen Durchführungsbestimmungen verfügbar sind, und dass andere Geodatenätze und -dienste, die noch in Verwendung stehen, innerhalb von sieben Jahren nach Erlass der Durchführungsbestimmungen gemäß diesen verfügbar sind.

§ 2 - Die Geodatenätze werden gemäß den Durchführungsbestimmungen entweder durch Anpassung der bestehenden Geodatenätze oder durch die in Artikel 10 § 1 4<sup>o</sup> genannten Transformationsdienste verfügbar gemacht.

**Art. 9** - Zugang zu den Informationen in Bezug auf die Interoperabilität.

§ 1 - Jede öffentliche Behörde stellt sicher, dass Informationen einschließlich Daten, Codes und technischer Klassifizierungen, die zur Einhaltung der in Artikel 7 § 1 a) vorgesehenen Durchführungsbestimmungen erforderlich sind, öffentlichen Behörden oder Dritten zur Verfügung gestellt werden, ohne dass die Nutzung der betreffenden Informationen zu diesem Zweck beschränkt wird.

§ 2 - Um die Kohärenz von Geodaten über geographische Objekte sicherzustellen, deren Lage sich über die Grenze mit einem anderen Mitgliedstaat oder dem Gebiet einer anderen Region hinaus erstreckt, trifft die Regierung nach Absprache mit den betroffenen Behörden die erforderlichen Maßnahmen zur Darstellung und Position dieser gemeinsamen Objekte.

### KAPITEL V — *Netzdienste*

**Art. 10** - Netz von Geodatendiensten.

§ 1 - Die Regierung schafft für Geodatenätze und -dienste, für die gemäß dieser Richtlinie Metadaten erzeugt wurden, ein Netz, das folgende Dienste umfasst:

1<sup>o</sup> Suchdienste, die es ermöglichen, auf der Grundlage des Inhalts entsprechender Metadaten nach Geodatenätzen und -diensten zu suchen und den Inhalt der Metadaten anzuzeigen;

2<sup>o</sup> Darstellungsdienste, die es zumindest ermöglichen, darstellbare Geodatenätze anzuzeigen, in ihnen zu navigieren, sie zu vergrößern/verkleinern, zu verschieben, Daten zu überlagern sowie Informationen aus Legenden und sonstige relevante Inhalte von Metadaten anzuzeigen;

3<sup>o</sup> Download-Dienste, die das Herunterladen von und, wenn durchführbar, den direkten Zugriff auf Kopien vollständiger Geodatenätze oder Teile solcher Sätze ermöglichen;

4<sup>o</sup> Transformationsdienste zur Umwandlung von Geodatenätzen, um Interoperabilität zu erreichen;

5<sup>o</sup> Dienste zum Abrufen von Geodatendiensten.



§ 2 - Die öffentlichen Behörden achten darauf, dass die Nutzeranforderungen berücksichtigt werden. Des weiteren gewährleisten sie einfach nutzbare Dienste, die öffentlich verfügbar und über das Internet oder andere geeignete Telekommunikationsmittel zugänglich sind.

§ 3 - Die Netzdienste müssen den in Anhang I der Verordnung (EG) Nr. 976/2009 erwähnten Anforderungen bezüglich der Qualität des Dienstes genügen.

**Art. 11** - Auf das Netz anwendbare Durchführungsbestimmungen.

§ 1 - Alle Arten von Netzdiensten müssen den folgenden Anforderungen entsprechen:

1° die Suchdienste entsprechen den spezifischen Anforderungen und Eigenschaften, die in Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 976/2009 angeführt werden;

2° die Darstellungsdienste entsprechen den spezifischen Anforderungen und Eigenschaften, die in Anhang III der Verordnung (EG) Nr. 976/2009 angeführt werden.

Für den vorliegenden Artikel finden die Begriffsbestimmungen von Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 976/2009 Anwendung.

§ 2 - Die Regierung ist befugt, andere Geodatensätze und Geodatendienste in das in Artikel 10 § 1 erwähnte Netz von Datendiensten zu integrieren.

§ 3 - Für die Zwecke der in Artikel 10 § 1 1° genannten Dienste ist zumindest folgende Kombination von Suchkriterien zu gewährleisten:

1° Schlüsselwörter;

2° Klassifizierung von Geodaten und Geodatendiensten;

3° Qualität und Gültigkeit der Geodatensätze;

4° Grad der Übereinstimmung mit den in Artikel 7 § 1 a) vorgesehenen Durchführungsbestimmungen;

5° geographischer Standort;

6° Bedingungen für den Zugang zu und die Nutzung von Geodatensätzen und -diensten;

7° für die Erzeugung, Verwaltung, Erhaltung und Verbreitung von Geodatensätzen und -diensten zuständige öffentlichen Behörden.

§ 4 - Die in Artikel 10 § 1 4° genannten Transformationsdienste werden mit den anderen in § 1 genannten Diensten so kombiniert, dass sämtliche Dienste in Übereinstimmung mit den in Artikel 7 § 1 a) vorgesehenen Durchführungsbestimmungen betrieben werden können.

§ 5 - Die Regierung stellt die Such- und Darstellungsdienste innerhalb der Fristen und unter Beachtung der Anforderungen, die in Artikel 4 der Verordnung (EG) Nr. 976/2009 angeführt werden, bereit.

## KAPITEL VI — Zugang zu dem Netz, zu den Geodatendiensten und den Geodatensätzen

**Art. 12** - Zugang zu dem Netz.

Die Regierung stellt sicher, dass die öffentlichen Behörden über die technischen Möglichkeiten verfügen, um ihre Geodatensätze und -dienste mit dem in Artikel 10 § 1 genannten Netz zu verknüpfen in Übereinstimmung mit den in Artikel 7 § 1 a) vorgesehenen Durchführungsbestimmungen.

Diese Funktion wird auf Anfrage auch Dritten zur Verfügung gestellt, deren Geodatensätze und -dienste den Durchführungsbestimmungen und den darin enthaltenen Verpflichtungen speziell in Bezug auf Metadaten, Netzdienste und Interoperabilität entsprechen. In diesem Fall wird zwischen der Regierung und diesen Dritten eine Vereinbarung getroffen.

Die Regierung ermöglicht über das wallonische Geo-Portal den Zugang zu den Geodaten und den Geodatensätzen.

**Art. 13** - Beschränkungen des Zugangs zum Netz.

§ 1 - In Abweichung von Artikel 10 § 1 ist die Regierung befugt, den Zugang der Öffentlichkeit zu Geodatensätzen und -diensten über die in Artikel 11 § 1 1° genannten Diensten zu beschränken, wenn dieser Zugang auf die internationalen Beziehungen, die öffentliche Sicherheit oder die nationale Verteidigung nachteilige Auswirkungen hätte.

In Abweichung von Artikel 10 § 1 ist die Regierung befugt, den Zugang der Öffentlichkeit zu Geodatensätzen und -diensten über die in Artikel 10 § 1 2° bis 5° genannten Dienste sowie den Zugang zu den in Artikel 14 Absatz 3 genannten Diensten des elektronischen Geschäftsverkehrs zu beschränken, wenn dieser Zugang nachteilige Auswirkungen hätte auf:

1° die Vertraulichkeit der Verfahren von öffentlichen Behörden, sofern eine derartige Vertraulichkeit per Gesetz oder per Dekret vorgesehen ist;

2° internationale Beziehungen, die öffentliche Sicherheit oder die Landesverteidigung;

3° laufende Gerichtsverfahren, die Möglichkeiten einer Person, ein faires Verfahren zu erhalten oder die Möglichkeiten einer öffentlichen Behörde, Untersuchungen strafrechtlicher oder disziplinarischer Art durchzuführen;

4° die Vertraulichkeit von Geschäfts- oder Betriebsinformationen, sofern die belgische Gesetzgebung oder die Gesetzgebung der Europäischen Union diese Vertraulichkeit vorsieht, um berechnete wirtschaftliche Interessen, einschließlich des öffentlichen Interesses an der Wahrung der statistischen Geheimhaltung und des Steuergeheimnisses, zu schützen;

5° Rechte des geistigen Eigentums;

6° die Vertraulichkeit personenbezogener Daten und/oder Akten über eine natürliche Person, sofern diese der Bekanntgabe dieser Informationen an die Öffentlichkeit nicht zugestimmt hat und sofern eine derartige Vertraulichkeit durch die belgische Gesetzgebung oder die Gesetzgebung der Europäischen Union vorgesehen ist;

7° die Interessen oder den Schutz einer Person, die die angeforderte Information freiwillig zur Verfügung gestellt hat, ohne dazu per Gesetz oder per Dekret verpflichtet zu sein oder verpflichtet werden zu können, es sei denn, dass diese Person der Herausgabe der betreffenden Informationen zugestimmt hat;

8° den Schutz der Umweltbereiche, auf die sich die Informationen beziehen, wie z. B. die Aufenthaltsorte seltener Tierarten.

§ 2. Die Gründe für eine Zugangsbeschränkung nach § 1 sind eng auszulegen, wobei im Einzelfall das öffentliche Interesse an der Bewilligung des Zugangs zu berücksichtigen ist. In jedem Einzelfall ist das öffentliche Interesse an der Bekanntgabe gegen das Interesse an der Festlegung von Beschränkungen bzw. Auflagen für den Zugang abzuwägen.

Die Regierung ist befugt, Durchführungsbestimmungen für die Einsprüche zu bestimmen, unbeschadet des Einspruchs vor dem Ausschuss für den Zugang zu den Verwaltungsdokumenten auf der Grundlage des Dekrets der Wallonischen Region vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung und des Einspruchs bei dem Berufungsausschuss für das Recht auf freien Zugang zu Informationen über die Umwelt, organisiert durch das Buch I des Umweltgesetzbuches.

Die Regierung ist nicht befugt, aufgrund von § 1 1°, 4°, 6° 7° und 8° den Zugang zu Informationen über Emissionen in die Umwelt beschränken.

**Art. 14 - Zugang zu den Diensten.**

§ 1 - Die Regierung gewährleistet, dass die in Artikel 10 § 1 1° und 2° genannten Dienste der Öffentlichkeit kostenlos zur Verfügung gestellt werden.

§ 2 - Abweichend von § 1 kann die Regierung für die in Artikel 10 § 1 2° genannten Dienste die Erhebung einer Gebühr gestatten, wenn diese Gebühr die Wartung der Geodatensätze und der entsprechenden Geodatendienste sichert, insbesondere in Fällen, in denen große Datenmengen häufig aktualisiert werden.

§ 3 - Geodaten, die über die in Artikel 10 § 1 2° genannten Darstellungsdienste zur Verfügung gestellt werden, können in einer Form angeboten werden, die eine Weiterverwendung zu kommerziellen Zwecken ausschließt.

§ 4 - Erhebt die Regierung für die in Artikel 10 § 1 2°, 3° oder 5° genannten Dienste Gebühren, so trifft sie die erforderlichen Maßnahmen, damit Dienstleistungen des elektronischen Geschäftsverkehrs verfügbar sind. Für solche Dienste können Haftungsausschlüsse, elektronische Lizenzvereinbarungen oder, wenn notwendig, Lizenzen gelten.

§ 5 - Der Zugang zu den in Artikel 10 § 1 erwähnten Diensten wird über das wallonische Geo-Portal sowie über das belgische Geo-Portal und das Geo-Portal INSPIRE gewährt.

## KAPITEL VII — *Gemeinsame Nutzung von Geodaten durch die öffentlichen Behörden*

**Art. 15 - Bestimmungen für die gemeinsame Nutzung von Geodaten.**

§ 1 - Die Regierung legt die allgemeinen Bestimmungen für die gemeinsame Nutzung von Geodatensätzen und -diensten durch die in Artikel 3 2° genannten öffentlichen Behörden fest. Diese Maßnahmen ermöglichen es diesen Behörden, Zugang zu Geodatensätzen und -diensten zu erhalten sowie diese Datensätze und -dienste zur Wahrnehmung öffentlicher Aufgaben, einschließlich jener die Auswirkungen auf die Umwelt haben können, auszutauschen und zu nutzen.

§ 2 - Die Maßnahmen nach § 1 schließen jegliche Beschränkung aus, durch die praktische Hindernisse zum Zeitpunkt der Nutzung für die gemeinsame Nutzung von Geodatensätzen und -diensten entstehen könnten.

§ 3 - Die Regierung kann die Erteilung von Lizenzen an öffentliche Behörden oder Organe und Einrichtungen der Europäischen Union, die diese Geodatensätze und -dienste nutzen, vorsehen und/oder die Erhebung von Gebühren von diesen gestatten.

Solche Lizenzerteilungen und Gebühren müssen uneingeschränkt mit dem allgemeinen Ziel des leichteren Austauschs von Geodatensätzen und -diensten zwischen öffentlichen Behörden vereinbar sein.

Werden Gebühren erhoben, so übersteigen sie nicht das zur Gewährleistung der nötigen Qualität und des Angebots von Geodatensätzen und -diensten notwendige Minimum zuzüglich einer angemessenen Rendite, wobei gegebenenfalls die Selbstfinanzierungserfordernisse der öffentlichen Behörden, die Geodatensätze und -dienste anbieten, zu beachten sind.

Für Geodatensätze und -dienste, die den Organen und Einrichtungen der Gemeinschaft zur Erfüllung ihrer aus dem Umweltrecht der Europäischen Union erwachsenden Berichtspflichten zur Verfügung gestellt werden, werden keine Gebühren erhoben.

§ 4 - Die Regelungen für die gemeinsame Nutzung von Geodatensätzen und -diensten nach den §§ 1 2 und 3 stehen den in Artikel 3 2° genannten Behörden anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Union und den Organen und Einrichtungen der Europäischen Union offen, soweit diese öffentliche Aufgaben wahrnehmen, die Auswirkungen auf die Umwelt haben können.

§ 5 - Die Regelungen für die gemeinsame Nutzung von Geodatensätzen und -diensten nach den §§ 1 2 und 3 stehen auf der Grundlage von Gegenseitigkeit und Gleichwertigkeit auch den durch internationale Übereinkünfte geschaffenen Einrichtungen offen, bei denen die Gemeinschaft und Mitgliedstaaten der Europäischen Union Vertragsparteien sind, soweit diese Einrichtungen Aufgaben wahrnehmen, die Auswirkungen auf die Umwelt haben können.

§ 6 - Die Regelungen für die gemeinsame Nutzung von Geodatenätzen und -diensten nach den §§ 1 2 und 3, die gemäß den §§ 4 und 5 zugänglich gemacht werden, mit Bedingungen für diese Nutzung verbunden sein.

§ 7 - Abweichend von diesem Artikel kann die gemeinsame Nutzung eingeschränkt werden, wenn dadurch der Lauf der Justiz, die öffentliche Sicherheit, die Landesverteidigung oder die internationalen Beziehungen gefährdet würden.

#### KAPITEL VIII — *Strategischer Plan für Geoinformatik und Strategischer Ausschuss für Geoinformatik*

**Art. 16** - Ausarbeitung des strategischen Plans für Geoinformatik.

Die Regierung verabschiedet auf der Grundlage eines Vorschlags des strategischen Ausschusses für Geoinformatik einen strategischen Plan für Geoinformatik.

**Art. 17** - Ziele des strategischen Plans für Geoinformatik.

§ 1 - Der strategische Plan für Geoinformatik zielt darauf ab, die Leitlinien der Regierung auf dem Gebiet der Geoinformatik zu bestimmen.

§ 2 - Er umfasst wenigstens Bestimmungen zu folgenden Bereichen:

- Umsetzung und Entwicklung von InfraSIG;  
- Maßnahmen für die Koordinierung und ressortübergreifende Aspekte der Geoinformatik, insbesondere im Bezug auf eine normalisierte Anwendung;

- Qualität und Gültigkeit der Geodatenätze;

- Förderung und Bewusstseinsbildung für die Geoinformatik.

§ 3 - Bei dem strategischen Plan handelt es sich um einen Dreijahresplan.

**Art. 18** - Strategischer Ausschuss für Geoinformatik.

§ 1 - Die Regierung setzt einen strategischen Ausschuss für Geoinformatik ein.

Sie genehmigt dessen Zusammenstellung und legt die Arbeitsweise fest.

Die Regierung kann dem strategischen Ausschuss für Geoinformatik zusätzlich zu den in Artikel 19 angeführten Aufgaben weitere Aufgaben anvertrauen.

§ 2 - Der strategische Ausschuss für Geoinformatik umfasst höchstens zwanzig effektive Mitglieder. Er setzt sich zusammen aus:

a) acht Vertretern des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

b) zwei Vertretern der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

c) zwei Vertretern der lokalen Behörden;

d) einem Vertreter der Krisenzentren;

e) zwei Vertretern der Netzbetreiber.

§ 3 - Das Generalsekretariat des Öffentlichen Dienstes der Wallonie führt den Vorsitz des Ausschusses;

§ 4 - Der strategische Ausschuss für Geoinformatik verabschiedet eine allgemeine Dienstordnung. Diese Dienstordnung umfasst wenigstens die Bestimmungen zur Beschlussfassung des strategischen Ausschusses für Geoinformatik.

§ 5 - Zur Wahrnehmung seiner Aufgaben kann der Ausschuss eine Partnerschaft eingehen mit

a) jedem Vertreter, insbesondere aus den Bereichen Wirtschaft und Soziales und mit Experten auf dem Gebiet der Geoinformatik;

b) jeder öffentlichen Behörde, die durch ihre Beteiligung einen Betrag zu der Durchführung der Zielsetzungen des vorliegenden Dekrets und der Richtlinie leisten kann, sowie

c) allen sonstigen Dritten.

**Art. 19** - Aufgaben des strategischen Ausschusses für Geoinformatik.

§ 1 - Der strategische Ausschuss für Geoinformatik nimmt insbesondere die folgenden Aufgaben wahr:

a) Abgabe von Vorschlägen - auf eigene Initiative oder auf Anfrage der Regierung - zur Verwaltung und Entwicklung von InfraSIG;

b) Koordinierung aller Handlungsträger, Anwender und Erzeuger von Geodaten auf allen Ebenen;

c) Gewährleistung der Aufwertung und Wiederverwendung einer größtmöglichen Anzahl von für unterschiedliche Bedürfnisse geschaffene Geodaten und Dienste, durch Anwender und Erzeuger von Geodaten;

d) Gewährleistung der Ausarbeitung und der Konkretisierung der Zusammenarbeit zwischen den öffentlichen Behörden und den Dritten, die Geodaten erzeugen, um deren Daten unter Anwendung von Standardverfahren zu nutzen;

e) Förderung der Beteiligung von Dritten, die einen entsprechenden Antrag stellen, und für die eine Geodateninfrastruktur von Interesse ist;

f) Unterbreitung eines Vorschlags zur Einführung von Maßnahmen zur Erstellung von digitalen Plänen der ausgeführten Arbeiten, die dazu beitragen können, das Georeferenzsystem zu aktualisieren und die Kartographie der Netze des Untergrunds zu erstellen;

g) Vorschlag eines Entwurfs des strategischen Plans für Geoinformatik;

h) Jährliche Ausarbeitung und Aktualisierung der Liste der Geodatenätze und -dienste, die den Anlagen I, II und III entsprechen, und zwar nach Thema und Anlage geordnet sowie für die in Artikel 10 § 1 angeführten Netzdienste nach Arten von Diensten geordnet;

i) Übergabe der unter Punkt h) angeführten Liste an das INSPIRE-Büro.

KAPITEL IX — *Schlussbestimmungen***Art. 20** - Überwachung der Schaffung und Nutzung der Geodateninfrastrukturen

Die Regierung überwacht die Schaffung und Nutzung der Geodateninfrastrukturen. Sie stellt die Ergebnisse dieser Überwachung der Öffentlichkeit auf Dauer zur Verfügung, sei es über das Internet oder andere geeignete Telekommunikationsmittel.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Dezember 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2010-2011*

*Dokumente des Rats* 310 (2010-2011) Nr. 1 bis 3

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 21. Dezember 2010

Mündlicher Bericht.

Diskussion.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 22. Dezember 2010

Abstimmung.

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 364

[2011/200519]

**22 DECEMBER 2010. — Decreet betreffende de Waalse infrastructuur voor ruimtelijke informatie (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Doel, definities en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Doel.

Richtlijn 2007/2/EG van het Parlement en van de Raad van 14 maart 2007 tot oprichting van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie in de Gemeenschap (hierna "INSPIRE" genoemd) wordt bij dit decreet omgezet.

**Art. 2.** Definities.

Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "samenwerkingsakkoord" : het samenwerkingsakkoord van 2 april 2010 tussen de Federale Overheidsinstantie, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de coördinatie van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie;

2° "overheidsinstantie" : één van de volgende personen of instellingen, die onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest ressorteren;

a) elke rechtspersoon, elke administratieve overheidsinstantie, elke administratieve dienst of elk openbaar adviesorgaan,

b) elke particulier of elke privaatrechtelijke rechtspersoon die een openbare dienst beheert, meer bepaald in verband met het leefmilieu;

3° "INSPIRE-cel" : de gesprekspartner, het Belgisch nationaal contactpunt bij de Europese Commissie bedoeld in artikel 15 van het samenwerkingsakkoord;

4° "INSPIRE-comité" : het bij artikel 22, § 1, van de richtlijn opgerichte comité dat de Commissie bijstaat;

5° "Richtlijn" : Richtlijn 2007/2/EG van het Parlement en van de Raad van 14 maart 2007 tot oprichting van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie in de Gemeenschap (INSPIRE);

6° "geheel van verzamelingen ruimtelijke gegevens" : een reeks verzamelingen ruimtelijke gegevens die dezelfde productspecificatie delen;

7° "ruimtelijke gegevens" : gegevens die direct of indirect verwijzen naar een specifieke locatie of een specifiek geografisch gebied;

8° "geomatica": de combinatie van de vakken aardrijkskunde en informatica betreffende de oprichting, het beheer, de verwerking, de harmonisatie, de integratie, de overlegging, de analyse en de verspreiding van numerieke ruimtelijke gegevens;

9° "Belgisch geoportaal": de Internetsite, of een equivalent daarvan, die toegang verschaft, o.a., tot de diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens, gemeenschappelijk aan de Federale Overheidsinstantie, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

10° "Waals geoportaal": de Waalse Internetsite, of een equivalent daarvan, die toegang verschaft tot InfraSIG;

11° "georeferentieel": de ruimtelijke gegevens en de unieke en authentieke ruimtelijke objecten, erkend door de Regering, die nodig zijn voor het positioneren van de thematische ruimtelijke gegevens, inclusief die van de ondergrond;

12° "InfraSIG": de Waalse infrastructuur voor ruimtelijke informatie;

13° "infrastructuur voor ruimtelijke informatie": de metagegevens, de verzamelingen ruimtelijke gegevens en de diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens; de netwerkdiensten en -technologieën, de technische en standaardspecificaties, de overeenkomsten inzake de deling, de toegang en het gebruik; en de coördinatie- en opvolgingsmechanismen, -processen en -procedures vastgelegd, geëxploiteerd of ter beschikking gesteld overeenkomstig dit decreet;

14° "interoperabiliteit": de mogelijkheid dat, zonder terugkerende handmatige verrichtingen, verzamelingen ruimtelijke gegevens zodanig worden gecombineerd en dat diensten zodanig op elkaar inwerken dat het resultaat coherent is en de meerwaarde van de verzamelingen gegevens en de diensten wordt verhoogd;

15° "metagegevens": informatie waarin verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens worden beschreven en die het mogelijk maakt deze gegevens en diensten te zoeken, te inventariseren en te gebruiken;

16° "Métawal": de catalogus van de door de Regering opgerichte metagegevens waarin de verzamelingen ruimtelijke gegevens en de diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens, beschikbaar via InfraSIG, beschreven worden;

17° "ruimtelijk object": een abstracte voorstelling van een reëel verschijnsel in relatie tot een specifieke locatie of een specifiek geografisch gebied;

18° "INSPIRE-portaal": de Europese Internetsite, of een equivalent daarvan, geëxploiteerd door de Europese Commissie, die toegang verschaft tot de diensten bedoeld in artikel 10, § 1;

19° "kwaliteit": het geheel van de eigenschappen van een product die hem geschikt maken om in te spelen op de uitgedrukte of impliciete behoeften, overeenkomstig de norm ISO 19101;

20° "reeks ruimtelijke gegevens": een identificeerbare verzameling ruimtelijke gegevens;

21° "diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens": de verwerking van de ruimtelijke gegevens die zich in die verzamelingen bevinden of de verwerking van de aanverwante metagegevens door middel van een computertoepassing;

22° "SIG": het systeem voor ruimtelijke informatie, namelijk het softwaresysteem voor de verwerking van ruimtelijke informatie, gebruikt voor de oprichting, het beheer, de verwerking, de overlegging, de integratie en de mededeling van numerieke ruimtelijke informatie;

23° "authentieke gegevensbron": de overheidsinstantie die krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling gecreëerde referentiegegevens bewaart, waarvan Wallonië de rol van enige beheerder erkent voor dito gegevens die ze nodig hebben, en die de toegang tot die gegevens regelt;

24° "derde partij": natuurlijke of rechtspersoon die geen overheidsinstantie is.

### Art. 3. Toepassingsgebied.

§ 1. Dit decreet is van toepassing op verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens in elektronisch formaat die het grondgebied van het Waalse Gewest betreffen en aan de volgende voorwaarden voldoen:

a) ze worden bewaard door of namens:

- een overheidsinstantie, in de zin dat ze zijn geproduceerd of ontvangen dan wel worden beheerd of bijgewerkt door die instantie en binnen haar publieke taak vallen;

- een derde partij waaraan het netwerk ter beschikking is gesteld overeenkomstig artikel 12;

b) ze hebben betrekking op één of meer van de in de bijlagen I, II of III vermelde thematische categorieën.

De Regering kan voorzien in andere thematische categorieën dan die welke in de bijlagen opgenomen zijn.

§ 2. Ingeval door of namens verscheidene overheidsinstanties meerdere identieke exemplaren van dezelfde verzameling ruimtelijke gegevens worden bewaard, is deze richtlijn alleen van toepassing op de referentieversie waaraan de verscheidene exemplaren worden ontleend.

De referentieversie wordt door de authentieke gegevensbron bepaald.

§ 3. Dit decreet vereist niet dat nieuwe ruimtelijke gegevens worden verzameld.

§ 4. In het geval van verzamelingen ruimtelijke gegevens die aan de voorwaarden van § 1, a), voldoen, maar waarvan een derde partij intellectuele eigendomsrechten heeft, mag de overheidsinstantie alleen actie ondernemen overeenkomstig dit decreet als de derde partij daarmee instemt.

§ 5. In afwijking van § 1 is dit decreet uitsluitend van toepassing op verzamelingen ruimtelijke gegevens die worden bijgehouden door of namens een gemeente, een provincie of een intercommunale, indien de verzameling of verspreiding ervan door wet- of regelgeving opgelegd is.

### Art. 4. Overheidsinstanties verantwoordelijk voor ruimtelijke gegevens.

§ 1. De ruimtelijke gegevens bedoeld in artikel 2, 11°, zijn Waalse ruimtelijke referentiegegevens. Alleen de authentieke bronnen van ruimtelijke gegevens zijn wettelijk gemachtigd om de in artikel 2, 11°, bedoelde ruimtelijke gegevens op te richten, te wijzigen of te schrappen.

§ 2. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de ruimtelijke gegevens met inachtneming van de generische bepalingen waarin het Waalse Gewest voor de authentieke bronnen heeft voorzien.

## HOOFDSTUK II. — *Infrastructuur voor ruimtelijke informatie*

### Art. 5. InfraSIG.

§ 1. InfraSIG is door de Regering opgericht. Ze bevat de ruimtelijke gegevens, de verzamelingen ruimtelijke gegevens en de diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens die stroken o.a. met de thematische categorieën die in de bijlagen bij dit decreet voorkomen, alsook de desbetreffende metagegevens.

De werkingsregels betreffende InfraSIG kunnen nader bepaald worden door de Regering.



Elke overheidsinstantie neemt deel aan InfraSIG.

§ 2. De ruimtelijke gegevens vervat in InfraSIG worden met verwijzing naar een plaats gedefinieerd via de unieke georeferentieel.

De Regering bepaalt de inhoud, de kenmerken, alsook de modaliteiten voor de toepassing en het gebruik van de unieke georeferentieel.

§ 3. InfraSIG bevat de mechanismen betreffende de aanwerving, de oprichting, de bijwerking, het beheer, de kwaliteitscontrole en de verspreiding van de ruimtelijke gegevens om in te spelen op de vragen en behoeften van de gebruikers.

§ 4. Ze bevat ook de overeenkomsten over de uitwisseling, de toegang, het gebruik van de ruimtelijke gegevens, alsook coördinatie- en opvolgingsmechanismen, -processen en -procedures.

§ 5. De Regering zorgt voor de bewustmaking en de opleiding van de partijen die deelnemen aan InfraSIG.

#### HOOFDSTUK III. — *Metagegevens*

**Art. 6.** Oprichting en bijwerking van de metagegevens.

§ 1. Elke overheidsinstantie zorgt ervoor dat haar metagegevens worden bijgewerkt voor alle verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens die met de in de bijlagen I, II en III vermelde categorieën corresponderen en, desgevallend, met de categorieën bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 3, § 1. Ze verschaft toegang tot haar metagegevens via Métawal.

§ 2. Elke overheidsinstantie zorgt ervoor dat haar metagegevens volledig en van toereikende kwaliteit zijn om het mogelijk te maken de verzamelingen en diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens te zoeken, te inventariseren en te gebruiken.

§ 3. De metagegevens die betrekking hebben op een verzameling ruimtelijke gegevens, een geheel van reeksen van dergelijke gegevens of een dienst met betrekking tot ruimtelijke gegevens omvatten de metagegevenselementen of groepen metagegevenselementen opgenomen in deel B van de bijlage bij Verordening (EG) nr. 1205/2008 en worden opgesteld en bijgehouden overeenkomstig de regels die vastliggen in de delen C en D van de bijlage bij dezelfde verordening.

De regels bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

§ 4. De Regering zorgt ervoor dat Métawal de metagegevens bevat die betrekking hebben op de verzamelingen ruimtelijke gegevens die overeenstemmen met de thematische categorieën opgenomen in :

- de bijlagen I en II bij dit decreet, uiterlijk 3 december 2010;
- bijlage III bij dit decreet, uiterlijk 3 december 2013.

**Art. 7.** Doel van de metagegevens.

Metagegevens hebben betrekking op :

- a) de overeenstemming van de verzamelingen ruimtelijke gegevens met de uitvoeringsregels tot vastlegging van de technische modaliteiten van de interoperabiliteit en de harmonisatie van die verzamelingen, goedgekeurd door de Commissie die bijgestaan wordt door het INSPIRE-comité overeenkomstig de regelgevingsprocedure met controle;
- b) de voorwaarden voor de toegang tot en het gebruik van verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens en, indien van toepassing, de daarmee samenhangende vergoedingen;
- c) de kwaliteit en geldigheid van verzamelingen ruimtelijke gegevens;
- d) de overheidsinstanties die verantwoordelijk zijn voor de oprichting, het beheer, het onderhoud en de verspreiding van verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens, en de houder van de intellectuele eigendomsrechten;
- e) beperkingen voor de publieke toegang en de redenen voor deze beperkingen, overeenkomstig artikel 13.

#### HOOFDSTUK IV. — *Interoperabiliteit*

**Art. 8.** Termijn van uitvoering van de interoperabiliteit.

§ 1. Elke overheidsinstantie zorgt ervoor, enerzijds, dat de nieuw verzamelde en uitgebreid geherstructureerde verzamelingen van ruimtelijke gegevens en de desbetreffende diensten twee jaar na de aanneming van de in artikel 7, § 1, a), bedoelde uitvoeringsbepalingen in overeenstemming daarmee beschikbaar zijn en, anderzijds, dat andere nog in gebruik zijnde verzamelingen ruimtelijke gegevens en desbetreffende diensten uiterlijk zeven jaar na de aanneming van de uitvoeringsbepalingen in overeenstemming daarmee beschikbaar zijn.

§ 2. De verzamelingen ruimtelijke gegevens worden in overeenstemming met de uitvoeringsbepalingen ter beschikking gesteld door de aanpassing van de bestaande verzamelingen dan wel door de verwerkingsdiensten bedoeld in artikel 10, § 1, 4°.

**Art. 9.** Toegang tot de informatie over interoperabiliteit.

§ 1. Elke overheidsinstantie ziet er op toe dat de informatie, waaronder gegevens, codes en technische classificaties, die nodig is om te voldoen aan de uitvoeringsbepalingen bedoeld in artikel 7, § 1, a), onder zodanige voorwaarden ter beschikking van andere overheidsinstanties of derde partijen wordt gesteld dat ze zonder beperking voor dat doel kan worden aangewend.

§ 2. Om de coherentie te waarborgen van ruimtelijke gegevens die betrekking hebben op een geografisch kenmerk dat zich over de grens van een andere lidstaat of het grondgebied van een ander Gewest uitstrekt, neemt de Regering in samenspraak met de betrokken overheidsinstanties de nodige maatregelen om, desgevallend, te beslissen over de afbeelding en de plaats van dergelijke gemeenschappelijke kenmerken.

#### HOOFDSTUK V. — *Netwerkdiensten*

**Art. 10.** Netwerk van diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens.

§ 1. De Regering zorgt voor de oprichting van een netwerk van de volgende diensten met betrekking tot de verzamelingen ruimtelijke gegevens en de diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens waarvoor overeenkomstig dit decreet metagegevens zijn opgesteld :

- 1° zoekdiensten, die het mogelijk maken verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens op te zoeken op basis van de inhoud van de overeenkomstige metagegevens, en de inhoud van de metagegevens weer te geven;
- 2° raadpleegdiensten, die het minstens mogelijk maken raadpleegbare verzamelingen ruimtelijke gegevens weer te geven, in deze verzamelingen te navigeren, in of uit te zoomen, panoramisch of met overlays weer te geven en om de verklaring van de informatie en de relevantie van de metagegevens weer te geven;

3° downloaddiensten, die het mogelijk maken kopieën van verzamelingen ruimtelijke gegevens geheel of gedeeltelijk te downloaden en er, waar praktisch mogelijk, rechtstreeks toegang toe te hebben;

4° verwerkingsdiensten, die het mogelijk maken verzamelingen ruimtelijke gegevens te veranderen om tot interoperabiliteit te komen;

5° diensten die het mogelijk maken diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens op te roepen.

§ 2. De overheidsinstanties moeten rekening houden met de gebruikerseisen en zorgen voor een vlot gebruik van de diensten, ter beschikking van het publiek gesteld via internet of elk ander geschikt telecommunicatiemiddel.

§ 3. De netwerkdiensten moeten voldoen aan de dienstkwaliteitscriteria die vastliggen in bijlage I bij Verordening (EG) nr. 976/2009.

**Art. 11.** Uitvoeringsbepalingen voor het dienstennetwerk.

§ 1. Elk type netwerkdienst voldoet aan de volgende eisen :

1° wat de zoekdiensten betreft, aan de specifieke eisen en kenmerken die vastliggen in bijlage II bij Verordening (EG) nr. 976/2009;

2° wat de raadplegingsdiensten betreft, aan de specifieke eisen en kenmerken die vastliggen in bijlage III bij Verordening (EG) nr. 976/2009.

In de zin van dit artikel zijn de bepalingen van artikel 2 van Verordening (EG) nr. 976/2009 van toepassing.

§ 2. De Regering kan andere verzamelingen en diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens opnemen in het dienstennetwerk bedoeld in artikel 10, § 1.

§ 3. Met het oog op de diensten bedoeld in artikel 10, § 1, 1°, moet de volgende minimale combinatie van zoekcriteria uitgevoerd worden :

1° trefwoorden;

2° classificering van diensten en verzamelingen ruimtelijke gegevens;

3° de kwaliteit en geldigheid van de ruimtelijke gegevens;

4° mate van overeenstemming met de uitvoeringsbepalingen bedoeld in artikel 7, § 1, a);

5° geografische locatie;

6° voorwaarden voor de toegang tot en het gebruik van verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens;

7° de overheidsinstanties die verantwoordelijk zijn voor de oprichting, het beheer, het onderhoud en de verspreiding van verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens.

§ 4. De verwerkingsdiensten bedoeld in artikel 10, § 1, 4°, moeten op zodanige wijze met de in die paragraaf bedoelde andere diensten worden gecombineerd dat al deze diensten overeenkomstig de in artikel 7, § 1, a). vermelde uitvoeringsbepalingen kunnen worden geëxploiteerd.

§ 5. De Regering verleent de zoek- en raadplegingsdiensten binnen de voorgeschreven termijnen en overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 van verordening (EG) nr. 976/2009.

#### HOOFDSTUK VI. — *Toegang tot het netwerk, tot de diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens en tot de verzamelingen ruimtelijke gegevens*

**Art. 12.** Toegang tot het netwerk.

De Regering geeft de overheidsinstanties de technische mogelijkheid om hun verzamelingen ruimtelijke gegevens en hun diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens te koppelen aan het dienstennetwerk bedoeld in artikel 10, § 1, overeenkomstig de uitvoeringsbepalingen bedoeld in artikel 7, § 1, a).

Deze dienst wordt op verzoek ook ter beschikking van derde partijen gesteld wier verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens voldoen aan de uitvoeringsbepalingen waarin eisen zijn vastgesteld voor, met name, metagegevens, netwerkdiensten en interoperabiliteit. In het laatste geval wordt een overeenkomst gesloten tussen de derde partijen en de Regering.

De Regering legt de ruimtelijke gegevens en de verzamelingen ruimtelijke gegevens ter inzage via het Waalse geoportaal.

**Art. 13.** Beperkingen van de toegang tot het netwerk.

§ 1. In afwijking van artikel 10, § 1, mag de Regering de publieke toegang tot verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens via de diensten bedoeld in artikel 10, § 1, 1°, beperken indien de toegang afbreuk zou doen aan de internationale relaties, de openbare veiligheid of de nationale defensie.

In afwijking van artikel 10, § 1, mag de Regering de publieke toegang tot verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens via de diensten bedoeld in artikel 10, § 1, 2° tot 5°, of tot de e-commercediensten bedoeld in artikel 14, § 3, beperken indien de toegang afbreuk zou doen aan :

1° het vertrouwelijke karakter van handelingen van overheidsinstanties, indien deze vertrouwelijkheid bij wet of decreet is voorzien;

2° internationale betrekkingen, openbare veiligheid of nationale defensie;

3° de rechtsgang, de mogelijkheid voor een persoon om een eerlijk proces te krijgen of de mogelijkheid voor een overheidsinstantie om een onderzoek van strafrechtelijke of disciplinaire aard in te stellen;

4° de vertrouwelijkheid van commerciële of industriële informatie, wanneer deze vertrouwelijkheid in de Belgische of de communautaire wetgeving geboden wordt om een gewettigd economisch belang te beschermen, met inbegrip van het algemeen belang dat met statistische en fiscale geheimhouding is gediend;

5° intellectuele-eigendomsrechten;

6° de vertrouwelijkheid van persoonsgegevens en/of -dossiers met betrekking tot een natuurlijk persoon wanneer die persoon niet heeft ingestemd met bekendmaking van de informatie aan het publiek, wanneer in deze vertrouwelijkheid is voorzien in het Belgisch of het Gemeenschapsrecht;

7° de belangen of de bescherming van diegene die de verzochte informatie op vrijwillige basis heeft verstrekt zonder daartoe wettelijk verplicht te zijn of te kunnen worden bij wet of decreet, tenzij die persoon ermee heeft ingestemd dat de betrokken informatie wordt vrijgegeven;

8° de bescherming van het milieu waarop die informatie betrekking heeft, zoals de habitat van zeldzame soorten.

§ 2. De in § 1 vermelde redenen voor het beperken van de toegang dienen restrictief te worden geïnterpreteerd, waarbij rekening moet worden gehouden met het openbaar belang dat gediend wordt met de toegang. In alle gevallen moet het openbaar belang van de toegang worden afgewogen tegen het belang dat wordt nagestreefd door het beperken van de toegang of het stellen van voorwaarden aan de toegang.

De Regering kan voorzien in beroepsmodaliteiten, onverminderd de mogelijkheid om beroep in te stellen bij de "CADA" (Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten) overeenkomstig het decreet van 30 maart 1995 van het Waalse Gewest betreffende de openbaarheid van bestuur en onverminderd de mogelijkheid om beroep in te stellen bij de beroepscommissie voor het recht op toegang tot milieu-informatie overeenkomstig Boek I van het Milieuwetboek.

Krachtens de § 1, 1°, 4°, 6°, 7° en 8°, mag de toegang tot informatie over emissies in het leefmilieu niet beperkt worden door de Regering.

#### Art 14. Toegang tot de diensten.

§ 1. De Regering zorgt ervoor dat het publiek kosteloos gebruik kan maken van de diensten bedoeld in artikel 10, § 1, 1° en 2°.

§ 2. In afwijking van § 1 mag de Regering voor de diensten bedoeld in artikel 10, § 1, 2°, toestaan dat vergoedingen in rekening gebracht worden indien die vergoedingen ervoor zorgen dat de verzamelingen ruimtelijke gegevens en de overeenkomstige diensten met betrekking tot gegevens in stand worden gehouden, met name ingeval van zeer grote hoeveelheden realtimegegevens.

§ 3. De ruimtelijke gegevens die beschikbaar worden gesteld via de raadpleegdiensten bedoeld in artikel 10, § 1, 2°, mogen worden geleverd in een vorm die hun hergebruik voor commerciële doeleinden verhindert.

§ 4. Indien de Regering de in artikel 10, § 1, 2°, 3° of 5°, vermelde diensten tegen betaling ter beschikking stelt, moet ze er op toezien dat e-commercediensten beschikbaar zijn. Aan deze diensten kunnen bewijzen van afstand, klikvergunningen of indien noodzakelijk vergunningen worden gekoppeld.

§ 5. Er wordt toegang tot de in artikel 10, § 1, bedoelde diensten verleend via het Waalse geoportaal, alsook via het Belgische geoportaal en het INSPIRE-portaal.

### HOOFDSTUK VII. — *Uitwisseling van ruimtelijke gegevens tussen overheidsinstanties*

#### Art. 15. Regels inzake uitwisseling van ruimtelijke gegevens

§ 1. De Regering stelt maatregelen vast voor het uitwisselen van verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens tussen de overheidsinstanties bedoeld in artikel 3, 2°. Deze maatregelen stellen die overheidsinstanties in staat om toegang te verkrijgen tot verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens en om deze verzamelingen en diensten uit te wisselen en te gebruiken voor overheidsinstantiestaken die van invloed kunnen zijn op het milieu.

§ 2. De maatregelen bedoeld in § 1 moeten voorkomen dat praktische belemmeringen, die zich voordoen op de plaats van gebruik, worden geschapen voor de uitwisseling van verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten.

§ 3. De Regering kan overheidsinstanties diensten die verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens verstrekken, toestaan om een vergunning en/of vergoeding te verlangen van de overheidsinstanties of instellingen en instanties van de Gemeenschap die deze verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens gebruiken.

Dergelijke vergoedingen en vergunningen moeten ten volle verenigbaar zijn met de algemene doelstelling om de uitwisseling van verzamelingen ruimtelijke gegevens tussen overheidsinstanties te vergemakkelijken

Indien een vergoeding wordt verlangd, blijft deze beperkt tot het minimum dat nodig is om de noodzakelijke kwaliteit en beschikbaarheid van verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens te garanderen, vermeerderd met een redelijk rendement op de investering, in voorkomend geval met inachtneming van de vereisten inzake zelffinanciering van de overheidsinstanties die verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens verstrekken.

In geen geval wordt betaling verlangd voor door lidstaten aan instellingen en instanties van de Gemeenschap verstrekte verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens die zij nodig hebben ter vervulling van hun verplichtingen met betrekking tot verslaggeving krachtens de Gemeenschapswetgeving inzake het milieu.

§ 4. De in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde regelingen voor de uitwisseling van verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten staan met het oog op overheidsinstantiestaken die van invloed zijn op het milieu open voor de in artikel 3, 2°, bedoelde overheidsinstanties van de andere lidstaten en voor de instellingen en instanties van de Gemeenschap.

§ 5. De in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde regelingen voor de uitwisseling van verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens staan, met het oog op de uitvoering van taken die van invloed zijn op het milieu, op basis van wederkerigheid en gelijkwaardigheid open voor organen die zijn opgericht bij internationale overeenkomsten waarbij de Gemeenschap en de lidstaten partij zijn.

§ 6. Indien de regelingen voor de uitwisseling van de in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens overeenkomstig de §§ 4 en 5 ter beschikking worden gesteld, kunnen voorwaarden worden vastgesteld met betrekking tot het gebruik daarvan.

§ 7. In afwijking van dit artikel kan de uitwisseling beperkt worden wanneer deze de rechtsgang, de openbare veiligheid, de nationale defensie of de internationale betrekkingen in gevaar brengt.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Strategisch plan inzake geomatica en Strategisch comité voor geomatica*

**Art. 16.** Opmaking van het strategisch plan inzake geomatica.

De Regering neemt een strategisch plan inzake geomatica aan op basis van een voorstel van het Strategisch comité voor geomatica.

**Art. 17.** Doelstellingen van het strategisch plan inzake geomatica.

§ 1. Het strategisch plan inzake geomatica dient om de oriëntaties van de Regering inzake geomatica te bepalen.

§ 2. Het bevat op zijn minst maatregelen betreffende :

- de uitvoering en de ontwikkeling van InfraSIG;
- de gecoördineerde maatregelen en de transversale aspecten van de geomatica, met name t.o.v. een gestandaardiseerd gebruik;
- de kwaliteit en de betrouwbaarheid van de ruimtelijke gegevens;
- de bevordering van en bewustmaking voor de geomatica.

§ 3. Het strategische plan is driejaarlijks.

**Art. 18.** Strategisch comité voor geomatica.

§ 1. De Regering richt een Strategisch comité voor geomatica op.

Zij keurt er de samenstelling van goed en bepaalt er de werking van.

De Regering kan andere opdrachten aan het Strategisch comité voor geomatica toewijzen dan die vermeld in artikel 19. Die bijkomende opdrachten stroken met de doelstellingen bedoeld in dit decreet.

§ 2. Het Strategisch comité voor geomatica telt hoogstens twintig gewone leden. Het is samengesteld uit :

- a) acht vertegenwoordigers van de Waalse Overheidsdienst;
- b) twee vertegenwoordigers van de instellingen van openbaar nut;
- c) twee vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen;
- d) één vertegenwoordiger van de crisiscentra;
- e) twee vertegenwoordigers van de netbeheerders.

§ 3. Het voorzitterschap ervan wordt waargenomen door het Secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst.

§ 4. Het Strategisch comité voor geomatica neemt een huishoudelijk reglement aan. Dat reglement bevat op zijn minst de besluitvormingsregels van het Strategisch comité voor geomatica.

§ 5. Voor zijn opdrachten kan het Strategisch comité voor geomatica zich laten bijstaan door :

- a) elke andere vertegenwoordiger, met name uit de sociaal-economische wereld en door deskundigen inzake geomatica;
- b) elke andere overheidsinstantie die door haar bijdrage kan deelnemen aan de verwezenlijking van de doelstellingen van dit decreet en van de richtlijn; alsook
- c) elke andere derde partij.

**Art. 19.** Opdrachten van het Strategische comité voor geomatica.

§ 1. Het Strategische comité voor geomatica heeft o.a. de volgende opdrachten :

- a) op eigen initiatief of op verzoek van de Regering voorstellen formuleren inzake het beheer en de ontwikkeling van InfraSIG;
- b) op alle niveaus zorgen voor de coördinatie van het geheel van de actoren, gebruikers en producenten van ruimtelijke gegevens;
- c) ervoor zorgen dat zoveel mogelijk ruimtelijke gegevens en diensten die voor veelvuldige behoeften zijn opgericht, opgewaardeerd en hergebruikt worden door de gebruikers en producenten van ruimtelijke gegevens;
- d) zorgen voor de uitvoering en de ontwikkeling van de samenwerking van de overheidsinstanties en de derden die ruimtelijke gegevens produceren met het oog op de integratie van hun gegevens via gestandaardiseerde methodes;

e) de bijdrage bevorderen van alle derde partijen die daarom verzoeken en voor wie de infrastructuur voor ruimtelijke informatie van belang is;

f) voorstellen dat mechanismen voor de productie van numerieke programma's van uitgevoerde werken tot stand gebracht worden om te kunnen bijdragen tot de bijwerking van de georeferentieel en het in kaart brengen van de ingegraven netwerken;

g) een ontwerp van Strategisch plan inzake geomatica overleggen;

h) zorgen voor de opstelling en de jaarlijkse bijwerking van de lijst van de verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten m.b.t. ruimtelijke gegevens die stroken met de bijlagen I, II en III, ingezameld per thematische categorie en per bijlage, alsook de netwerkdiensten bedoeld in artikel 10, § 1, ingezameld per type diensten;

i) de onder h) bedoelde lijst aan de INSPIRE-cel overleggen.

#### HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

**Art. 20.** Toezicht op de uitvoering en het gebruik van de infrastructuur voor ruimtelijke informatie.

De Regering houdt toezicht op de uitvoering en het gebruik van de infrastructuur voor ruimtelijke informatie en biedt het publiek permanente toegang tot het resultaat van dit toezicht, via het Internet of elk ander geschikt telecommunicatiemiddel.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 december 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, Kmo's, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

*Stukken van het Waals Parlement 310 (2010-2011), nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag*, plenaire vergadering van 21 december 2010.

*Mondeling verslag.*

*Bespreking.*

*Volledig verslag*, plenaire vergadering van 22 december 2010.

*Stemming.*